

Fiche d'information sur l'Alternative Information Center

26 novembre 2012

Introduction

L'Alternative Information Center (AIC) se définit lui-même comme une organisation politique « radicale » qui se range, par son action, à la frange extrémiste du discours sur le conflit arabo-israélien. Sous couvert d'œuvrer pour les « droits de l'Homme » et la « coopération », l'AIC utilise une rhétorique très offensive et soutient la campagne BDS (boycott, désinvestissement et sanctions), les Flottilles de la liberté du mouvement Free Gaza et d'autres campagnes qui ne concourent pas à la paix. De nombreux exemples sont fournis dans la documentation ci-après.

Durant la guerre de Gaza de novembre 2012, on a notamment pu entendre dans la rhétorique de l'AIC l'affirmation absurde selon laquelle l'objectif des attaques israéliennes était « d'augmenter les ventes à l'international du système de défense aérienne "Dôme de fer" ». Un tweet de l'AIC au sujet de la mort de trois civils israéliens dans une attaque à la roquette comportait le hashtag « #supportgaza » (« soutien à Gaza »). Comme exposé ci-après, un certain nombre de gouvernements européens financent l'AIC avec l'argent des contribuables, ce qui aide ce projet radical contre-productif à prendre de l'ampleur.

Contexte

- Fondé par des membres du mouvement trotskiste de la Ligue communiste révolutionnaire antisioniste (Matzpen), l'AIC se présente comme « une organisation militante palestinienne-progressive à vocation internationale. Ses activités consistent à diffuser de l'information, à émettre des revendications sur la scène politique, à militer sur le terrain et à proposer une analyse critique des sociétés palestinienne et israélienne ainsi que du conflit palestinien-israélien. »
- Budget en 2009 (derniers documents rendus publics): 2,2 millions ILS (environ 450 000 euros)
- Parmi les bailleurs de fonds en 2011 : 3F (**Danemark**), l'Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII (**Italie**, avec un financement de l'UE), l'**Espagne**, le Gouvernement **basque**, la **Belgique**, le Gouvernement **catalan**, Diakonia (**Suède**), l'ICCO (**Pays-Bas**) et la communauté autonome **Castille-La Manche**.
- Son co-fondateur Michel Warschawski accuse Israël d'être « un État d'occupation coloniale » et a écrit qu'Israël s'est « exclu... de la communauté des pays civilisés. » Il a également affirmé qu'« il faut rejeter sans aucune ambiguïté l'idée (et l'existence) même d'un État juif, quelles que doivent être ses frontières. » (Conférence de Haïfa pour le droit au retour, juin 2008).
- L'AIC soutient « la reconnaissance et l'application du Droit au Retour palestinien, qui est à la fois un droit humain individuel et un droit national collectif... »

Conflit de Gaza – Novembre 2012

- Sergio Yahni, « Les Israéliens ont prémédité l'offensive contre Gaza », 15 novembre 2012 : « L'opération, Pilier de Défense, n'a pas été une réaction à cinq jours d'escalade militaire à la frontière avec Gaza, mais une offensive préméditée que

l'armée israélienne et le Service général de la sécurité (SGS) ont préparée plusieurs mois à l'avance. »

- Tweet de l'AIC, 14 novembre 2012 : « Trois #Israéliens tués par un tir de rocket <http://bit.ly/TFOi6G> #Gaza #supportgaza. »
- Mouvement BDS, « Arrêtez le nouveau massacre à Gaza : boycottez Israël maintenant ! », 16 novembre 2012 : « Même si les médias occidentaux partisans font état du contraire, il est clair que c'est Israël qui a déclenché et fait dégénérer cette nouvelle agression à la veille d'élections législatives imminentes dans le pays, confirmant ainsi la bonne vieille recette israélienne : des corps palestiniens contre des bulletins de vote... Les 1,6 million de Palestiniens de Gaza ont enduré le pire en termes d'impunité et de violence israéliennes : ils sont notamment soumis à un état de siège médiéval, à une insécurité alimentaire provoquée sciemment et à de fréquents actes de terrorisme d'État israéliens. Il est du devoir de tous ceux qui défendent le droit international et les droits universels de l'Homme de mettre Israël face à ses responsabilités par le biais de mesures efficaces, comme celles que prône notamment le mouvement mondial d'initiative palestinienne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). »
- Sergio Yahni, « Les attaques sur Gaza, une publicité pour vendre du matériel militaire », 18 novembre 2012 : « La dernière salve d'attaques militaires lancées par Israël contre les habitants palestiniens de la Bande de Gaza répond à plusieurs objectifs israéliens, dont l'un est peut-être d'augmenter les ventes à l'international du système de défense aérienne « Dôme de fer » qu'Israël déploie pour intercepter et détruire les tirs de roquettes à courte portée venant de Gaza. »

BDS et activités de guerre juridique

- L'AIC a approuvé la Déclaration d'orientation stratégique du Comité national BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) présentée à la Conférence d'examen de Durban, qui accusait Israël d'« apartheid, colonisation et occupation. » Ce document appelle également à « demander des comptes aux responsables, en particulier à l'État d'Israël, ses organes et ses agents [c'est-à-dire l'Organisation sioniste mondiale, l'Agence juive, le Fonds national juif] » pour « violation(s) massive(s) des droits de l'Homme et crimes de guerre. »
- Warschawski est favorable à ce que des sanctions soient prises contre Israël car cela « pourrait fournir un excellent cadre au combat contre la normalisation des relations avec Israël. »
- On trouve parmi ses partenaires des ONG espagnoles, Mundubat, Sodepau et ACSUR Las Segovias, qui prennent part à des campagnes extrêmement politisées contre Israël en soutenant par exemple BDS.
- A soutenu l'opération dite de la « Flytille » à l'aéroport Ben Gourion en juillet 2011, destinée à provoquer des troubles civils et des affrontements avec les agents de sécurité israéliens.
- AIC Vision est un programme hebdomadaire qui présente des points de vue partiels et extrêmement politisés sur des événements de l'actualité israélienne. Les sujets d'AIC Vision sont traités de manière unilatérale et plaident activement en faveur de BDS.
 - Dans « Occupation israélienne, des comptes à rendre, BDS » (7 novembre 2012), Adri Nieuwhof, un militant de BDS, « a présenté une déclaration de soutien à BDS faite lors de la conférence de solidarité internationale du Congrès national africain (ANC) du mois dernier ». Nieuwhof a déclaré : « À

une époque, nous avons galvanisé l'opinion mondiale contre l'Afrique du sud de l'Apartheid ; il est temps désormais de galvaniser l'opinion mondiale contre l'Israël de l'Apartheid. »

- Dans « Au pays des olives tristes » (13 novembre 2012), l'AIC a interviewé Nidal Azza de l'ONG Badil, dont la Suisse a réexaminé le financement suite à la publication sur son site internet d'images antisémites.

Autre type de diabolisation

Le site internet de l'AIC contient de nombreuses déclarations qui soutiennent BDS et diabolisent Israël en utilisant des termes tels qu' « apartheid » et « nettoyage ethnique ».

Quelques exemples :

- Au cours de la guerre de Gaza de 2008-2009, l'AIC a publié des articles intitulés « Crimes de guerre israéliens, responsabilité internationale » (Ahmad Jaradat, 7 janvier 2009) et « Barak et tous les dirigeants israéliens – À La Haye » (Michel Warschawski, 15 janvier 2009). L'AIC a publié de nombreux autres articles pour soutenir des actions juridiques à caractère politique engagées contre des fonctionnaires israéliens (« guerre juridique » ou « lawfare »)
- « Israël se livre à un massacre, piraterie en eaux internationales contre la Flottille de la liberté », 31 mai 2010 : « Ce matin, 31 mai 2010, la marine israélienne s'est livrée à un nouveau crime contre l'humanité en attaquant la Flottille de la liberté... Cette violente attaque contre la Flottille de la liberté constitue, par sa signification et son ampleur, un crime stupéfiant. Des navires civils non armés ont été attaqués. Il s'agit d'un crime et d'un acte de piraterie en eaux internationales.
- Michel Warschawski, « Les néo-barbares », 24 octobre 2006 : « La guerre israélienne contre les Palestiniens est clairement destinée à détruire la société palestinienne et à faire en sorte que les Palestiniens, de nation, se transforment en tribus éparses, comme ce que les Américains essaient de faire en Afghanistan et en Irak. De fait, toutes les guerres sont barbares, mais la guerre israélienne dans les TPO (et son contexte global, la guerre préventive sans fin contre le terrorisme) marque une nouvelle étape dans la barbarie moderne. En dépit de la mauvaise définition du terme « génocide », on peut souscrire au qualificatif de « sociocide » attribué par le professeur Salah Abdel Jawad de l'université de Bir Zeit, ou de « politicide » que proposent des sociologues israéliens.
- Ilan Pappé, « Génocide à Gaza, nettoyage ethnique en Cisjordanie », 30 janvier 2008
- Michel Warschawski, « Le droit au retour palestinien : Abou Mazen a renoncé ? Et alors ? », 5 novembre 2012 : « Dans le contexte colonial d'un esprit israélien, chaque pas en arrière palestinien renforce la position de ceux – et ils représentent aujourd'hui la majorité en Israël – qui aspirent à détruire la Palestine. »
- Mazin Qumsiyeh (Palestinien connu pour ses écrits radicaux), « Le temps du changement ? », 6 mai 2012 : « Comme dans le combat mené en Afrique du sud sous l'apartheid, c'est un combat qui oppose deux visions très différentes du sujet : l'une parle de racisme et d'apartheid, l'autre de justice et d'égalité. Il ne suffit pas de mener des actes sporadiques de résistance populaire et héroïque pour obtenir la paix dans la

justice. Il doit y avoir une coordination et une action commune. La campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) nous donne espoir. »

- « Les footballeurs de Gaza au FC Barcelone : n'accueillez pas Shalit », 28 septembre 2012, en soutien à une pétition s'opposant à ce que Gilad Shalit assiste à une rencontre de football en Espagne : « Nous avons été à la fois surpris et attristés d'apprendre que l'ancien soldat israélien Gilad Shalit doit être convié, en tant qu'invité d'honneur du Barcelona Football Club, au clásico du 7 octobre contre le Real Madrid au stade de football de Barcelone. Nous comprenons qu'il s'agit d'un geste de bonne volonté du Club envers une personne qui a subi cinq longues années de captivité dans la Bande de Gaza et qui a fait état de son admiration pour l'équipe de Barcelone. Toutefois, l'ancien soldat Gilad Shalit n'est pas un simple citoyen israélien ; il est aussi sergent-major de l'Armée de défense d'Israël (ADI)... L'ADI joue un rôle central dans la stratégie de colonisation, d'apartheid et de nettoyage ethnique que le régime israélien déploie dans ces territoires palestiniens et syriens depuis les 45 dernières années. »
- De nombreux articles qualifient Israël d'État « d'Apartheid », en s'appuyant souvent sur la comparaison erronée entre Israël et l'Afrique du Sud de l'Apartheid ; ces analogies jalonnent les articles et les tribunes de l'AIC, notamment dans un article d'août 2012 intitulé « La grande sœur sud-africaine de la Palestine : les précédents et les pièges. »
- Michel Warschawski, « Le maire de Genève sera observateur au Tribunal Russell à New York », 27 septembre 2012 : « L'AIC participe à cette initiative citoyenne depuis ses tout débuts. Puisque la communauté internationale peine à demander des comptes pour les crimes de guerre présumés d'Israël et étant donné que toutes les tentatives de juger des responsables militaires et politiques israéliens devant une cour de justice internationale ont échoué, notre devoir était au minimum d'instituer un tribunal citoyen doté d'une envergure morale exceptionnelle... L'Alternative Information Center est sans conteste fier de faire partie de ceux qui ont convaincu le maire de Genève d'être observateur au Tribunal Russell sur la Palestine. »
- « Pourquoi nous boycottons les élections à la Knesset », 13 octobre 2012 : « Il y a, en Palestine, quelques 10 millions de personnes vivant sous le règne de l'Apartheid israélien. Environ la moitié d'entre elles sont des Palestiniens. Les chiffres réels ne sont pas disponibles, car la manipulation des statistiques fait partie de la guerre démographique... Il y a plus de 5 millions de Palestiniens en diaspora. Ils ont été expulsés de chez eux pour créer la « majorité juive » qui allait permettre à l'État israélien d'obtenir sa fausse réputation de démocratie... Nous ne participerons pas à cette farce. Nous ne nous mêlons pas de décider « démocratiquement », avec les occupants sionistes, du sort des Palestiniens occupés et expulsés. »